

Donald Trump remonte les bretelles à Charles Michel

Otan Les Etats-Unis paient 70 % des dépenses militaires de l'Otan. Trump en a assez.

Dans une lettre adressée au Premier ministre Charles Michel, le président américain Donald Trump demande à la Belgique de faire des efforts significatifs pour augmenter ses dépenses militaires, a appris jeudi "La Libre Belgique". Il invite l'allié belge à tenir ses engagements, conclus au sommet de l'Otan au pays de Galles, de consacrer 2 % de son Produit national brut (PNB) à ces dépenses d'ici à 2024.

La lettre est un avant-goût de ce qui se passera au sommet de l'Otan à Bruxelles, les 11 et 12 juillet où Donald Trump devrait secouer les alliés un peu plus que d'habitude. Le président américain ira ensuite au Royaume-Uni le 13 juillet, puis en Finlande le 16 juillet où il aura un tête-à-tête avec son homologue russe, Vladimir Poutine. Plusieurs alliés de l'Otan avaient insisté pour que cette rencontre se déroule après le sommet.

La barre des 2 % est encore loin

En matière de dépenses militaires, la Belgique est en queue de peloton des 29 alliés de l'Otan, et même si le gouvernement Michel remplace ses F-16, achète des blindés, des drones et des frégates comme il l'entend faire pour un montant total de 9,4 milliards d'euros, la Belgique "restera

en dessous de 1,5 %", souligne jeudi une source au cœur du dossier.

Déterminé à honorer une promesse de campagne et à faire plier les pays récalcitrants, Donald Trump a envoyé une lettre personnalisée à plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, tout en reprenant la même argumentation. "Il devient de plus en plus difficile de justifier aux citoyens américains pourquoi certains pays ne partagent pas la sécurité collective de l'Otan", écrit-il notamment dans la lettre adressée à la Première ministre norvégienne et révélée par le quotidien "VG". "J'attends donc un réengagement fort de votre pays de rencontrer les objectifs que nous nous sommes fixés."

La lettre à Charles Michel n'évoque pas le remplacement de la flotte des F-16 belges, où les F-35 américains tiennent la corde, ne fait pas non plus allusion aux autres investissements prévus par le gouvernement, mais félicite la Belgique pour ses engagements dans les missions sur le terrain, en hommes et en matériel, selon une source qui a pu lire la lettre de M. Trump. Les missions à l'étranger, comme en Afghanistan ou en Irak, sont ce que Steven Vandeput, le ministre de la Défense, appelle le "risk-taking" (prise de risque) par rapport au "burden-sharing" (partage des charges) où la Belgique fait piètre figure.

Des années de sous-investissement - il y eut des formations de gouvernements où le poste de ministre de la Défense était le dernier attribué, personne n'étant intéressé - ont amené la Belgique à être considérée en sous-capacité dans les derniers tests réalisés par l'Alliance atlantique. La tendance est inversée "mais on vient de très bas", constate un expert.

Huit pays en règle

Huit des 29 pays de l'Alliance devaient respecter cette année la barre des 2 % : les Etats-Unis, la Grèce, le Royaume-Uni, la Pologne, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie et la Roumanie. Les autres doivent soumettre à l'Otan des plans pour parvenir à cet objectif d'ici à 2024.

C'est surtout l'Allemagne qui est dans le collimateur de l'administration Trump, avec 1,24 % de son PNB l'an dernier (contre 0,9 % à la Belgique).

A l'Otan, le secrétaire général Jens Stoltenberg tente d'éviter la mise à l'index par Washington de certains alliés. Il insiste depuis des mois sur le retournement de tendance pour l'ensemble des pays membres : depuis 2015, les Alliés réinvestissent dans leurs forces armées. Leurs dépenses militaires ont augmenté de 4,87 % l'an dernier.

Le problème est que les Etats-Unis assurent 70 % des dépenses de l'Alliance et qu'avec le Brexit, à eux seuls, Américains, Britanniques et Canadiens porteront à 80 % leur part du fardeau budgétaire.

Pour Jens Stoltenberg, les efforts des Européens pour renforcer leur défense ne vont pas à contre-courant de l'Alliance atlantique. "Plus de 90 % des habitants de l'Union européenne vivent dans un pays membre de l'Otan. Alors renforcer la défense européenne, c'est renforcer l'Otan", a-t-il dit la semaine dernière.

Christophe Lamfalussy